



La place des « outre-mer » dans la présidence française de l'Union

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, M. Yves Jégo a présenté en Conseil des ministres du 25 juin 2008 une communication relative à la place des « outre-mer » dans la présidence française de l'Union européenne. M. Jégo a précisé que la France utilisera sa présidence pour convaincre ses partenaires du bien-fondé des politiques européennes en faveur de l'outre-mer, faire évoluer leur perception et montrer que ces territoires sont une chance pour l'Europe.

En prévision de cette présidence, Mme Michèle Alliot-Marie et M. Yves Jégo ont réuni le 9 juin 2008 leurs homologues européens et les commissaires chargés de la politique régionale, du développement et de l'aide humanitaire pour préparer l'avenir des politiques en faveur de ces territoires. Les participants sont convenus d'un certain nombre d'actions à mener dont une politique européenne de continuité territoriale afin de faire baisser les prix des liaisons aériennes et maritimes. Ils ont par ailleurs demandé à la Commission européenne d'étudier les modalités d'expérimentation d'une plateforme de coopération régionale associant l'Union européenne, les Etats, les régions ultrapériphériques, les pays et territoires d'outre-mer et les organisations régionales concernées.

Des manifestations seront organisées pour valoriser les atouts des « outre-mer » européens. La conférence sur les changements climatiques et la biodiversité qui se tiendra à la Réunion au mois de juillet 2008 sera l'occasion pour l'Union européenne d'inclure dans sa politique environnementale un nouveau volet qui s'appuiera sur les « outre-mer » européens.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Avis et recommandations du Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Compte tenu de l'importance et de l'impact de la communication publicitaire dans le choix des épargnants, le CCSF a publié le 3 juin 2008 une recommandation relative à la publicité des produits financiers.

Le document est disponible sur http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/avis_r/recomm_pub_prod_fi.pdf

Convention de compte : bilan fin 2007

Selon les données publiées par la Fédération bancaire française (FBF), près de 75 % des clients particuliers (42 millions de personnes) ont signé une convention de compte à fin 2007 contre 62,5 % en 2006 (34,4 millions personnes).

Convention AERAS : de réelles avancées

Selon la FBF, la convention AERAS (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) entrée en vigueur début janvier 2007 a marqué de réelles avancées dans l'accès à l'assurance et au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé. Sur les 4,3 millions de demandes d'assurance de prêts au titre des crédits immobiliers et professionnels reçues par les sociétés d'assurance en 2007, plus de 99 % d'entre elles ont été satisfaites. Sur le total des demandes, 400 000 ont fait l'objet d'un examen supplémentaire dans le cadre du dispositif AERAS.

Lutte contre le blanchiment de capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Londres du 18 au 20 juin 2008, le Groupement d'Action financière (GAFI) a pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Il a publié une série de meilleures pratiques, d'études, d'informations, de rapports et de lignes directrices. Un des rapports traite des risques liés aux sites commerciaux en ligne et systèmes de paiement sur Internet. Les lignes directrices nouvelles portent sur l'approche fondée sur le risque pour les comptables, les prestataires de services aux sociétés et fiduciaires, les agents immobiliers et les négociants en métaux précieux et pierres précieuses. Le communiqué est téléchargeable sur : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/50/2/40879902.pdf>

Publications

1 - Banque de France : rapport annuel de l'exercice 2007 et lettre introductive au rapport

Les documents sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 - Commission bancaire : rapport annuel 2007

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/supervi_banc/publi/rapcombanc07.htm

Publications de l'IEDOM

A l'occasion de la présentation des rapports annuels de l'IEDOM et de l'IEOM au titre de l'exercice 2007, M. Yves Barroux, Directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM a adressé à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et à M. Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, une synthèse des principales évolutions ayant affecté au cours de l'année écoulée les économies ultramarines, ainsi que les premières tendances de l'année 2008.

Ces rapports ont fait l'objet d'une conférence de presse le 20 juin 2008 à Paris. Un exercice identique est prévu dans chaque agence de l'IEDOM et de l'IEOM.

Le rapport du siège et les fascicules géographiques sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet www.iedom.fr

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Recul des indicateurs de vulnérabilité des ménages

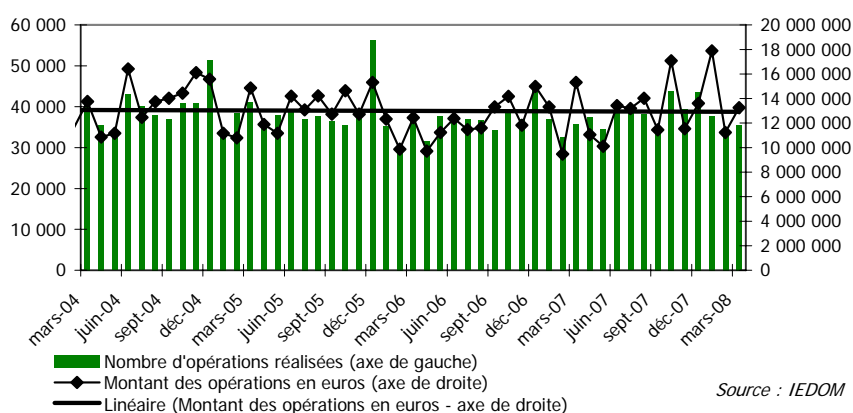
En mai 2008, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré 8 incidents de paiement sur chèques, contre 6 le mois précédent. Sur 2008, seuls 30 incidents ont été recensés, en recul de 69,4 % en glissement annuel. Par ailleurs, 1 retrait de carte bancaire a été enregistré en mai, contre 4 en avril, portant le cumul annuel à 13 décisions de retrait, contre 16 à la même époque en 2007. Enfin, l'archipel comptait 35 personnes physiques en interdiction bancaire, en repli de 34 % par rapport à mai 2007.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2008. En 2007, seuls 3 dossiers ont été enregistrés (contre 5 en 2006). Pour mémoire, le premier dossier de surendettement date de mars 2002. Depuis l'origine, quelque 33 dossiers ont été soumis à la commission.

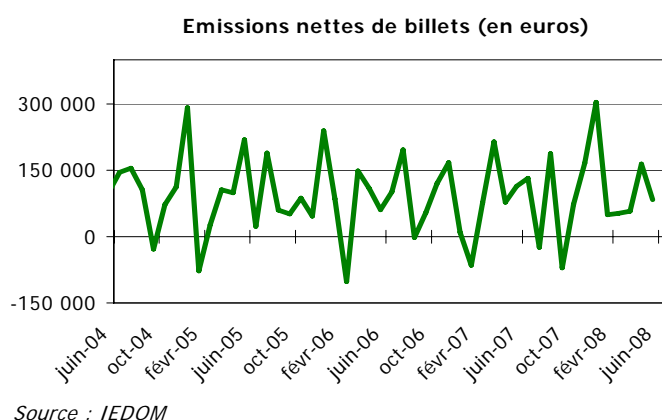
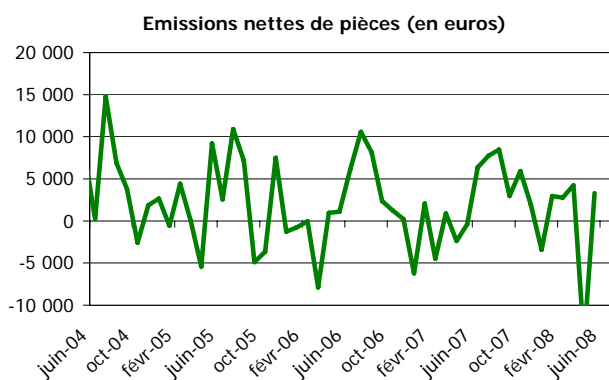
Repli de la valeur des opérations de compensation au 2^{ème} trimestre

Au deuxième trimestre 2008, la valeur des opérations de compensation (37 193 952 euros) a fléchi de 12,24 % par rapport au premier trimestre, quand bien même le nombre d'opérations réalisées (106 983) s'inscrit en très légère hausse de 0,11 % (106 866 au premier trimestre). Ces opérations concernent les chèques à 91,02 %, les virements à 8,94 % et les traites à 0,04 %. En glissement annuel, l'activité s'inscrit en hausse de 7,5 % en valeur mais en baisse de 4,9 % en volume.



Circulation fiduciaire

Fin juin 2008, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 8,791 millions d'euros (pour un volume de 223 917 billets), en progression de 15,4 % sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,389 million d'euros (pour un volume de 1,952 million de pièces), en progression de 19,4 % en glissement annuel.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prêt de l'Agence Française de Développement à la Collectivité territoriale

En mars, l'AFD a octroyé à la Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon un prêt de 1,5 M€ destiné au financement partiel de son budget d'investissement 2007. Cette souscription de prêt a fait l'objet d'une délibération du Conseil Territorial du 28 mars.

Prime à la cuve

Le Conseil Territorial a, par délibération du 25 avril, décidé d'octroyer une aide à la cuve de 260 € à certains ménages, au titre de l'hiver 2007/2008.

Des produits extra frais à Saint-Pierre-et-Miquelon, fruit d'une coopération locale et régionale

Le 25 mai, l'avion d'Air Saint-Pierre a débarqué, à l'aérodrome de Saint-Pierre-Pointe-Blanche, 3,5 tonnes de produits frais en provenance du marché de Rungis. Cette opération, dont le succès a été assuré grâce à une coopération locale et régionale, permet d'envisager de nouvelles perspectives d'exportation des produits de la mer de l'archipel.

Reprise précoce du marché du travail

A fin mai, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en fin de mois (197) est le plus faible enregistré depuis 5 ans à la même époque.

Dossier Plateau continental

Suite à la question du député de Saint-Pierre-et-Miquelon au Premier ministre concernant les intentions du Gouvernement sur le dépôt par la France d'un dossier d'extension du plateau continental au large de l'archipel, M. Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, a, le mardi 10 juin, lors d'une séance de questions orales sans débat à l'Assemblée Nationale, conclu à l'impossibilité de cette extension à l'heure actuelle. Cette décision est motivée notamment par l'impossibilité juridique de contester la sentence arbitrale de 1992 délimitant la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon, et par la volonté de ne pas contrarier les interlocuteurs canadiens sur le processus de ratification de l'accord du 30 septembre 2005 relatif à l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures frontaliers.

Examen différé de la Loi-Programme pour l'Outre-mer

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, a annoncé le 11 juin que le gouvernement allait différer la présentation de son projet de Loi-Programme pour l'Outre-mer, initialement prévue avant la fin de la session parlementaire.

Dépôt de bilan de la société Interpêche

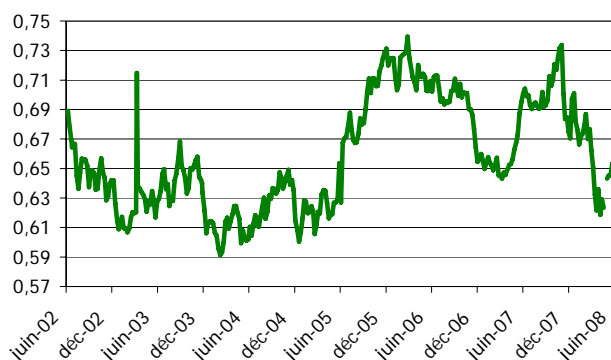
Le 30 juin, le Directeur Général de la société Interpêche a déposé auprès du greffe du Tribunal de Première Instance de Saint-Pierre-et-Miquelon une déclaration indiquant que la société a cessé ses paiements, et a demandé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

Relance du projet de formation professionnelle aquaculture dans l'archipel

Suite à la signature d'un projet de formation aquaculture début juin, dix résidents de l'archipel ainsi qu'une vingtaine d'insulaires issus de Mayotte, des îles Malouines et de Nouvelle Calédonie seront formés du 15 au 26 septembre prochains aux techniques d'aquaculture. Cette coopération supervisée par l'OCTA sera entièrement financée par l'Union européenne, qui souhaite dynamiser les filières de productions aquacoles durables.

Evolution du dollar canadien

Le cours moyen de l'euro par rapport au dollar canadien était en recul de 2,79 % entre mars (0,6444 €) et avril (0,6264 €), puis en hausse de 2,8 % en mai (0,6439 €). Le mois de juin enregistre un repli de 1,72 % (0,6328 €). Sur un an, à fin juin 2008, la contraction est de 9,55 %. Au 2^{ème} trimestre 2008, le cours moyen du dollar canadien a fléchi de 4,64 % par rapport au 1^{er} trimestre.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation (hors tabac) – 1 ^{er} trimestre 2008 (Indice base 100 : décembre 2007)	101,81	+ 1,81 %	+ 5,63 % <i>par rapport à mars 2007</i>
Emploi (Source : DTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Mai 2008 :	197	- 45,1 %	- 35,2 %
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Mai 2008 :	170	- 46,7 %	- 30,6 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - fin mai 2008 :	34	+ 13 %	+ 41,7 %
	Cumul 2008 des prestations nettes versées	71 603 €	-	+ 25,7 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Mai 2008 :	1 332	- 79,1%	- 60 %
	Cumul annuel :	24 072	-	+ 10,1 %
	Exportations (milliers d'euros) Mai 2008 :	0	- 100 %	- 100 %
	Cumul annuel :	2935	-	- 21,2 %
	Déficit commercial (milliers d'euros) Mai 2008 :	1 332	+ 12,5 %	- 51,8%
	Cumul annuel	21 137	-	+ 16,5 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Rappel cumul à fin mars 2008	1925,3	-	+ 4,4%
Pêche artisanale (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Rappel cumul à fin juin 2008	371	-	- 27,3 %
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Mai 2008 :	2767	+ 31,8 %	+ 30,3 %
	Cumul annuel :	11 727	-	+ 5,4 %
	Mouvements d'avions Mai 2008 :	195	- 9,7 %	- 16,7 %
	Cumul annuel :	1029	-	- 3,5 %
	Fret et envois postaux (en tonnes) Mai 2008 :	19,542	+ 37,5 %	+ 45 %
	Cumul annuel :	77,897	-	+ 6,3 %
Trafic portuaire Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port)	Mouvements de navires Mars 2008 :	28	- 35,7 %	- 9,7 %
	Cumul annuel :	83	-	- 4,6 %
	Fret (en tonnes) Mars 2008	1 317	- 45,7 %	+ 26,8 %
	Cumul annuel :	6 138	-	+ 26,8 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement	4,25%	09/07/2008
Taux de la facilité de prêt marginal	5,25%	09/07/2008
Taux de la facilité de dépôt	3,25%	09/07/2008

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/08)					
ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2007	2,95%	JO du 21/02/07	3,50%	3,50%	4,25%	2,50%	2,25%

* hors prime d'Etat

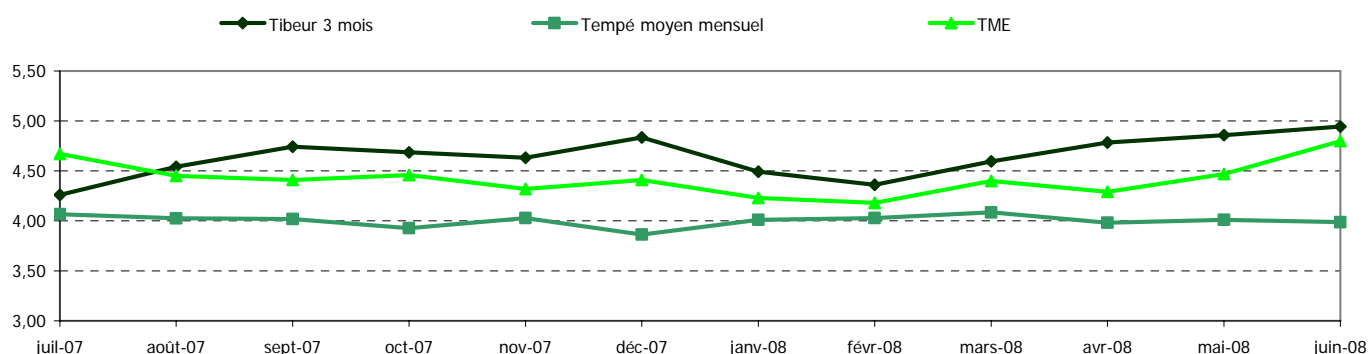
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (juin 2008)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
4,0845%	3,9831%	4,0104%	3,9871%	4,4710%	4,9430%	5,0930%	5,3670%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
4,10%	4,29%	4,47%	4,80%	4,30%	4,49%	4,67%	5,00%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2008)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,31%			
Prêts à taux variable		7,19%			
Prêts relais		7,24%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		20,76%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,51%	Découverts en compte (1)		14,25%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,68%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

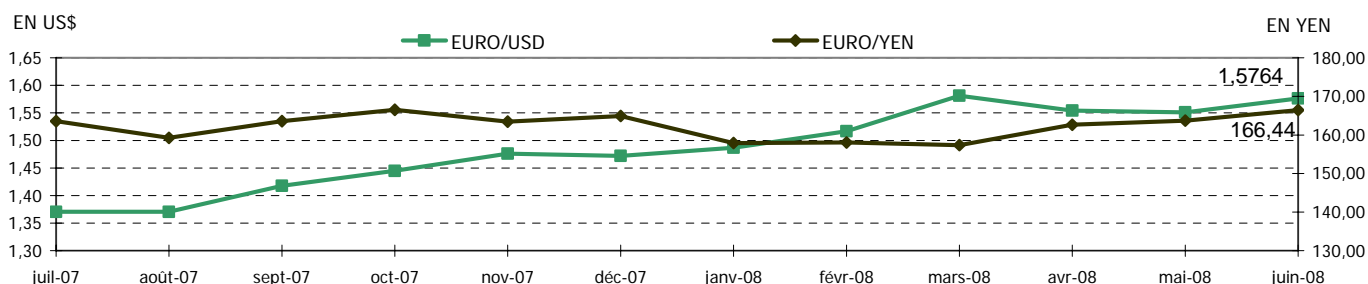
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,5764	EURO/ZAR (Afrique du sud)	12,3426	EURO/SRD (Surinam)	4,4275
EURO/JPY (Japon)	166,4400	EURO/BWP (Botswana)	10,2828	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,8218
EURO/CAD (Canada)	1,5942	EURO/SCR (Seychelles)	12,5375	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,0610
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,79225	EURO/MUR (Maurice)	43,036	EURO/BBD (La Barbade)	3,1528
EURO/SGD (Singapour)	2,1446	EURO/BRL (Brésil)	2,5112	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,8521
EURO/HKD (Hong-Kong)	12,2943	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,38090	EURO/XPF COM Pacifique	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2499,26	EURO/XCD (Dominique)	4,2563	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 15 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	